

Discours sur l'état de l'Union de Juncker : la crise des réfugiés doit être la priorité absolue

« La priorité absolue aujourd'hui est et doit être de répondre à la crise des réfugiés » a déclaré le Président de la Commission Jean-Claude Juncker au cours de son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement mercredi 9 septembre. « L'Union européenne fait face à l'immigration, à la crise économique et aux guerres dans son voisinage : nous devons contribuer à trouver une solution à ces défis » a quant à lui déclaré le Président du Parlement Martin Schulz dans son discours d'ouverture.

Le discours sur l'état de l'Union de Jean-Claude Juncker

« Je vous donne la parole pour présenter des propositions pour l'Union européenne ici au Parlement européen, la maison de la démocratie européenne » a déclaré Martin Schulz à Jean-Claude Juncker avant que ce dernier ne débute son discours.

« La priorité absolue, aujourd'hui, est et doit être de répondre à la crise des réfugiés [...] C'est tout d'abord une question d'humanité et de dignité humaine. Pour l'Europe, c'est aussi une question de justice au regard de l'Histoire » a déclaré Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne. « Nous nous battons contre l'état islamique, pourquoi ne sommes-nous pas prêts à accepter des gens qui fuient leur pays ? » s'est-il demandé.

À propos de la crise économique, M. Juncker a expliqué qu'il avait été « absolument nécessaire de dire que le Grexit n'était pas une option ». « Si nous n'avions pas dit cela haut et fort, le Grexit aurait pu se produire. C'était une possibilité, mais pas une option » a-t-il ajouté. « Je tiens à rendre hommage à d'autres pays comme l'Irlande, le Portugal ou l'Espagne, qui ont prouvé que si les bonnes réformes sont mises en œuvre, elles mènent à de bons résultats ».

Le Président Juncker a conclu que « la crise n'était pas encore derrière nous [...] Elle ne sera terminée qu'une fois qu'il y aura du plein emploi en Europe ». « Je sais à quel point le continent européen serait faible si l'Union européenne n'existait pas ».

Le débat avec les députés européens

Manfred Weber, député démocrate-chrétien allemand, a demandé à chacun « de se souvenir que nous parlons là d'êtres humains ». Pour lui, le problème n'est « pas l'Europe, pas Bruxelles, mais l'égoïsme national ». Sur la question de la Grèce, Manfred Weber a estimé que « Tsipras a gagné le respect en faisant changer le cours des choses. La Grèce n'est plus un lieu sans

futur. Tsipras a montré que l'idéologie de gauche a échoué sur ce continent ».

Le député démocrate socialiste italien **Gianni Pittella** a exhorté la Commission européenne à s'attaquer au dumping social et aux contrats zéro heure. Concernant l'immigration, il a déclaré : « Nous devons accueillir les réfugiés, sinon l'Europe n'existe pas en tant que concept, en tant qu'union mise en place dans la solidarité ».

Syed Kamall, député conservateur britannique, a déclaré : « Trouvons des solutions ensemble, pas seulement dans l'Union européenne. Il s'agit d'une crise internationale qui a besoin d'une réponse internationale [...] Nous devons gérer ces problèmes de manière réaliste. Pointer du doigt les autres, c'est terminé. » « L'Europe n'a pas besoin d'un nouveau rideau de fer, l'Europe a besoin d'une volonté de fer pour discuter ensemble, travailler ensemble, et trouver une solution ensemble » a-t-il estimé.

Le député libéral belge **Guy Verhofstadt** a souligné que « le cœur du problème, c'est le manque de volonté politique et le manque d'unité ` Ce n'est pas une crise de l'Europe, c'est une crise du manque d'Europe ».

[Cliquez ici pour accéder à toutes les actualités du Parlement européen](#)

Pour **Gabi Zimmer**, députée allemande du groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte, « nous ne devons pas laisser la tête des gouvernements mener des politiques nationalistes et étroites d'esprit, sinon l'Union européenne sera détruite ». Elle a également souligné l'importance des politiques sociales, s'inquiétant du fait que Jean-Claude Juncker n'ait pas évoqué le sujet.

Phillipe Lamberts, député vert belge, a déclaré : « Nous devons soutenir les réfugiés, et être ouverts au changement et au futur. Nous devons créer des alliances et être capables de recréer ce que l'Europe a perdu ».

Nigel Farage, député britannique du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe, a estimé que Jean-Claude Juncker ne comprenait pas la crise migratoire : « Comme nous le savons, la majorité des personnes qui arrivent sont des migrants économiques. En plus de cela, nous constatons que l'État islamique utilise maintenant cette route pour amener ses djihadistes sur le sol européen. Nous devons être fous pour faire courir ce risque à nos sociétés ».

« Vous menacez de sanctions financières les états récalcitrants [...] mais les peuples n'en peuvent plus, n'en veulent plus » a déclaré le député français du groupe Europe des nations et des libertés **Florian Philippot**. « Aucune pression n'est faite sur les pétromonarchies riches du Moyen-Orient pour accepter des réfugiés », a-t-il déclaré, ajoutant qu'en Europe, ce sont « les grandes entreprises qui veulent accueillir les illégaux ».

Krisztina Morvai, députée hongroise non-inscrite, a déclaré : « Nous avons tous ce même rêve, vivre dans notre patrie, travailler pour notre patrie, en paix, conserver nos racines, nos cultures et nos traditions ».

Pour **Nicolas Schmit**, représentant de la présidence tournante du Conseil, « il s'agit là d'un moment historique. L'Europe doit faire face à une crise majeure. Je peux dire qu'au Conseil, nous ferons notre possible pour mettre en place les nouvelles propositions (pour un mécanisme permanent de relocalisation des migrants) présentées aujourd'hui par le Président de la Commission Jean-Claude Juncker ».

Les députés français qui ont pris la parole

Alain Lamassoure (PPE) :

Je voudrais remercier le Président Juncker pour la hauteur de vue, la vision, le leadership de son propos. Je retiens votre phrase dont l'humour apparent ne doit pas cacher la cruelle réalité : « Il y a un manque d'Europe dans l'Union et un manque d'Union dans l'Europe ». L'Europe fonctionne mal, malgré nos efforts communs, la politique européenne est trop largement confisquée par les dirigeants nationaux. Or le Conseil européen travaille mal. Il s'oblige à décider à l'unanimité, faisant renaître des tensions nationales et parfois nationalistes [...], il débat à huis clos sur les migrations; sa première réunion en juin a donné lieu à des marchandages honteux et déshonorants. Il ne décide que sous la pression des événements, quand on est au bord du gouffre [...] Enfin, il ne se préoccupe pas de l'application de ses propres décisions. Pire, par négligence ou hypocrisie, il vient de laisser les ministres des finances couper toutes les lignes qui servent à financer la politique d'asile et de migration. Oui, il est temps de remettre l'Union dans l'Europe et l'Europe dans l'Union.

Pervenche Berès (S&D) :

Je veux vous remercier pour votre discours qui revient au cœur de l'Union européenne et de cette valeur de la solidarité sans laquelle rien n'est possible. La solidarité qui est la clé de voûte de l'UE, de la zone euro et qui est si chère à la famille politique à laquelle j'appartiens. Je veux aussi remercier la Commission européenne lorsqu'elle a permis d'empêcher le Grexit, qui représentait le détricotage de toute solidarité européenne. Mais il faut aller au-delà. Cette crise n'est pas terminée: il va falloir aborder le problème de la dette. Abordons-le avec détermination et esprit de solidarité. M. le Président, ne maniez pas que le bâton, n'oubliez pas la carotte. La solidarité a besoin d'outils et d'une capacité budgétaire pour la zone euro. Appuyez-vous sur les propositions de ce Parlement pour avancer.

En savoir plus

[Notre site dédié au discours sur l'état de l'Union](#)

[Notre Storify sur le discours sur l'état de l'Union](#)

[La rediffusion du discours sur l'état de l'Union](#)

[Le discours de Jean-Claude Juncker](#)

[Matériel audiovisuel autour du discours sur l'état de l'Union](#)

[Conférences de presse de Martin Schulz et de Jean-Claude Juncker après le discours sur l'état de l'Union](#)

[Infographie : de l'emploi au changement démocratique, les dix priorités de la Commission Juncker](#)

[Matériel audiovisuel autour des discours sur l'état de l'Union précédents](#)

[Vidéo à la demande](#)

[Communiqué du groupe du Parti populaire européen](#)

[Communiqué du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen](#)

[Communiqué des Conservateurs et Réformistes européens](#)

[Communiqué du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe](#)

[Communiqué du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique](#)

[Communiqué du groupe des Verts/Alliance libre européenne](#)

[Communiqué du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe](#)



Le Président de la Commission Jean-Claude Juncker a tenu son premier discours sur l'état de l'Union le 9 septembre

L'ABC des institutions



Parlement européen

Seul organe européen élu par les citoyens.
Représente les 500 millions de citoyens de l'Union européenne.
Rôle clé dans l'élection du Président de la Commission européenne. Partage la compétence sur le budget de l'Union européenne et la législation avec le Conseil de l'Union européenne.

751 députés européens

Sièges par pays en 2014

21	17	21	13	96	6	11	21	54	74	11	73	6	8	11	6	21	6	26	18	51	21	32	8	13	13	20	73
BELGIQUE	BULGARIE	REPUBLIQUE TCHÈQUE	DANEMARK	ALLEMAGNE	ESTONIE	IRLANDE	GRECE	ESPAGNE	FRANCE	CROATIE	ITALIE	CHYPRE	LETTONIE	LITUANIE	LUXEMBOURG	HONGRIE	MALTE	PAYS-BAS	AUTRICHE	POLOGNE	PORTUGAL	ROUMANIE	SLOVENIE	SLOVAQUIE	FINLANDE	SUEDE	ROYAUME-UNI



Commission européenne

Organe exécutif de l'Union européenne, responsable de la proposition et mise en application des lois européennes, du suivi des traités et de la gestion quotidienne de l'Union européenne.



Conseil de l'Union européenne

Composé des ministres des gouvernements.
Partage les compétences budgétaires et législatives avec le Parlement européen.

Conseil européen

Composé des chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres.
Organe stratégique qui décide des grandes orientations politiques de l'Union européenne.



Source:
Parlement européen